

POLITIQUE

economie.union@sonapresse.com

Conseil de sécurité de l'Onu : le Gabon sera fixé ce vendredi

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

ÇA passe ou ça casse pour la diplomatie gabonaise, aujourd'hui. En effet, c'est ce vendredi que se tiendra le vote inhérent aux sièges des membres non permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (Onu). Une élection, en principe, constituant une formalité pour le Gabon, unique candidat de la région Afrique centrale; la RDC ayant finalement abdicqué. Surtout que le pays est soutenu par

l'Union africaine (Ndlr : dont la présidence est actuellement assurée par le président de la RDC Félix Antoine Tshisekedi) dans ce scrutin décisif. Un dénouement plutôt heureux après la frayeur occasionnée par la candidature de la République démocratique du Congo (RDC). Il ne fait l'ombre d'aucun doute que figurer au Conseil de sécurité de l'Onu constitue une plus-value considérable pour la diplomatie gabonaise. Vu qu'elle aura d'une part voix au chapitre, et d'autre part il entendra des rapports francs et directs avec les grandes puissances mondiales.

En effet, après sans nul doute des tractations diplomatiques et un travail de lobbying, le pays de Félix Antoine Tshisekedi a rendu public son retrait officiel de la course au poste de membre non permanent du Conseil de sécurité de l'Onu pour la période 2022-2023. À ce propos, il convient de préciser que Christophe Lutundula Apala, vice-Premier ministre, par ailleurs ministre des Affaires étrangères congolais, a récemment précisé que son pays présenterait finalement une candidature sur la période 2026-



Photo: AFP/L'Union

Les deux pays devront, pour être élu, recueillir chacun 2/3 des voix des membres de l'assemblée générale de l'organisation onusienne.

2027. Autre candidat africain audit scrutin, le Ghana du côté de l'Afrique de l'Ouest.

Pour rappel, le continent africain

dispose de deux places dans cet organe onusien. C'est à 15h (heure de Libreville), que les résultats du vote seront connus.

RV : un congrès extraordinaire en vue

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

SI l'on s'en tient aux propos tenus par le président du Rassemblement pour la restauration des valeurs (RV), Arsène Édouard Nkoghe Nze, au sortir de l'audience que lui a accordée, mercredi dernier, le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, les militants de sa formation politique devraient être appelés à se prononcer sur la fusion-absorption du RV au Parti démocratique gabonais (PDG) au cours d'un congrès extraordinaire devant se tenir dans les tout prochains jours. Des assises qui, selon toute vraisemblance, devraient entériner et acter la fusion-absorption en définissant ses contours. Ce, d'autant plus qu'à l'issue de sa rencontre avec le président de la République, le leader du RV s'est montré enthousiaste et favorable à l'idée de voir sa formation politique fondre dans le PDG. Vu que, selon lui, elle s'inscrit dans une dynamique d'unité, de rassemblement et de mutualisation d'efforts, d'intelligences et d'énergies. Ceci dit, la démarche des responsables du RV diffère



Les militants du RV devraient se prononcer sur la fusion-absorption avec le PDG.

de celle empruntée par leurs homologues de Démocratie nouvelle (DN). Lesquels, en lieu et place de l'organisation d'un congrès, avaient plutôt opté pour des consultations internes afin de se prononcer sur la fusion-absorption de leur écurie politique au PDG. Une opération qui avait été solennellement formalisée, le 8 mai dernier, entre le secrétaire général du PDG, Éric Dodo Bounguendza, et l'ancien premier secrétaire de DN, René Ndemezo'Obiang. Quoi qu'il en soit, côté RV, on indique que l'organisation prochaine du congrès extraordinaire est conforme aux textes qui régissent ce parti politique membre de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence et dont certains cadres fondateurs sont aujourd'hui emprisonnés pour des soupçons de détournement de fonds publics, entre autres.